

Premières remarques sur le vote présidentiel 2012 de premier tour

Roger Martelli
23 avril 2012

1. L'abstention

Globalement (19 %), elle est dans ses basses eaux, supérieure au taux exceptionnel de 2007 (16,2 %), nettement inférieure à celui de 2002 (28,4 %), au niveau des abstentions des années 1980. La hiérarchie territoriale est sans surprise : à l'exception de la Corse, les plus forts taux correspondent à la vieille France industrielle et urbaine ; les régions de moindre urbanité et de dynamisme démographique et économique enregistrent au contraire des taux plus faibles. En fait, l'abstention est particulièrement concentrée : dix départements seulement sont au-dessus de la moyenne nationale, dont six dans la région parisienne.

Abstentions %	
Corse	25,7
Ile de France	21,8
Nord-Pas-de-Calais	21,4
Alsace	20,3
Lorraine	20,3
Champagne-Ardenne	20,2
PACA	19,4
Haute-Normandie	18,9
Picardie	18,9
Bourgogne	18,5
Centre	18,1
France métropolitaine	19,0
Rhône-Alpes	17,6
Poitou-Charentes	17,5
Languedoc-Roussillon	17,4
Franche-Comté	17,2
Aquitaine	16,9
Basse-Normandie	16,8
Auvergne	16,4
Pays de la Loire	15,8
Limousin	15,6
Midi-Pyrénées	15,6
Bretagne	15,3

Abstention par départements (les dix premiers et les dix derniers)	
SEINE-SAINT-DENIS	26,5
CORSE DU SUD	25,7
HAUTE-CORSE	25,6
VAL-D'OISE	23,0
VAL-DE-MARNE	22,5
NORD	22,1
SEINE-ET-MARNE	22,1
MOSELLE	21,8
YVELINES	21,1
MARNE	21,0
DORDOGNE	15,2
TARN-ET-GARONNE	15,0
LOZERE	14,8
TARN	14,7
AVEYRON	14,7
VENDEE	14,7
CORREZE	14,6
COTES-D'ARMOR	14,3
GERS	14,2
LOT	13,9

2. La droite

Avec 56,4 % des voix, la droite (Modem inclus) obtient son plus mauvais score depuis 1988 (50,8 %). L'effondrement de Nicolas Sarkozy par rapport à 2007 (de 31,2 % à 27 %), ajouté à l'effondrement de François Bayrou (de 18,6 % à 9 %), n'est pas compensé par l'avancée de Marine Le Pen (de 13,5 % à 18 %). En droitisant son discours, Nicolas Sarkozy n'a pas réussi son opération de 2007 : cette fois, il n'a pas pu contenir la poussée de l'extrême droite et il a fait fuir une part de l'électorat centriste que François Bayrou n'est pas parvenu à agréger cette fois.

Marine Le Pen a réussi pour l'essentiel son pari : elle fait un peu mieux que son père en 2002 (17,9 % contre 16,9 % sur l'ensemble du territoire national). Elle est au-dessus de la moyenne dans 12 régions et 54 départements. Ses scores départementaux vont de 27 % dans le Vaucluse à 6,2 % à Paris. Deux départements seulement (Hauts-de-Seine et Paris) la laissent au-dessous du seuil des 10 %. Le littoral méditerranéen et l'Est (auxquels s'ajoute désormais la Corse) donnent ses points forts à l'implantation frontiste, prolongeant la nationalisation amorcée dans la décennie précédente. Le ressentiment, qui est depuis toujours le ressort premier de la droite extrême, continue de se nourrir du désarroi des classes populaires et des couches dites moyennes.

Le Pen %	
Picardie	25,0
Corse	24,4
Champagne-Ardenne	23,9
PACA	23,9
Lorraine	23,7
Languedoc-Roussillon	23,5
Nord-Pas-de-Calais	23,3
Alsace	22,1
Franche-Comté	21,3
Bourgogne	20,4
Haute-Normandie	20,1
Centre	19,4
France métropolitaine	18,3
Rhône-Alpes	18,4
Basse-Normandie	17,1
Auvergne	17,1
Poitou-Charentes	16,4
Midi-Pyrénées	16,2
Aquitaine	15,5
Limousin	15,3
Pays de la Loire	14,4
Bretagne	13,2
Ile de France	12,3

Le Pen par département (les dix premiers et les dix derniers)	
VAUCLUSE	27,0
AISNE	26,3
MEUSE	25,8
CORSE DU SUD	25,7
PAS-DE-CALAIS	25,5
GARD	25,5
HAUTE-MARNE	25,3
AUBE	25,1
HAUTE-SAONE	25,1
OISE	25,1
LOT	13,5
CORREZE	13,3
YVELINES	12,4
ILLE-ET-VILAINE	12,4
LOIRE-ATLANTIQUE	12,2
PYRENEES-ATLANTIQUES	12,1
FINISTERE	12,0
VAL-DE-MARNE	11,9
HAUTS-DE-SEINE	8,5
VILLE-DE-PARIS	6,2

3. Hollande et Joly

Avec un total de 43,6 %, la gauche se trouve à ses plus hautes eaux depuis 1995 (40,6 %). Mais elle reste au-dessous de ses scores des années 1970-1980 (46 % en 1974, 46,8 % en 1981, 45,2 % en 1988). Pour l'instant elle bénéficie avant tout de la division profonde de la droite française, que seule la dynamique « libérale-populiste » de Sarkozy avait pu surmonter en 2007.

3.1. Hollande

François Hollande obtient le meilleur score d'un candidat socialiste depuis François Mitterrand (34,4 % en 1988). En prenant le pas sur le Président sortant, il se place en position très favorable pour le second tour, d'autant plus que la droitisation encore accentuée de la campagne de Nicolas Sarkozy risque d'accroître le désarroi à droite, sans convaincre pour autant la totalité de la famille d'extrême droite.

L'électorat socialiste du premier tour est bien réparti sur tout le territoire national : il est au-dessus de sa moyenne nationale dans 9 régions et 43 départements. Le vote Hollande continue de s'appuyer sur les espaces de force ancienne du socialisme français (Nord, Sud-Ouest, Massif central) et sur les terres plus récentes de l'Ouest.

Hollande %	
Limousin	38,0
Midi-Pyrénées	31,9
Ile de France	31,7
Bretagne	31,7
Poitou-Charentes	31,2
Aquitaine	31,1
Auvergne	30,8
Nord-Pas-de-Calais	28,5
Pays de la Loire	28,4
France métropolitaine	28,1
Bourgogne	28,0
Haute-Normandie	27,9
Basse-Normandie	27,5
Centre	26,6
Picardie	26,6
Languedoc-Roussillon	26,3
Franche-Comté	25,9
Lorraine	25,5
Rhône-Alpes	25,5
Champagne-Ardenne	24,8
Corse	24,3
PACA	22,0
Alsace	19,3

Hollande par département (les dix premiers et les dix derniers)	
CORREZE	43,0
SEINE-SAINT-DENIS	38,7
HAUTE-VIENNE	35,9
VILLE-DE-PARIS	34,8
LOT	34,5
ARIEGE	34,4
CREUSE	34,0
FINISTERE	33,7
DEUX-SEVRES	33,4
HAUTES-PYRENEES	33,2
MEUSE	23,4
AUBE	22,8
AIN	22,7
VAUCLUSE	22,3
CORSE DU SUD	22,3
HAUTE-SAVOIE	20,5
VAR	19,6
BAS-RHIN	19,6
ALPES-MARITIMES	19,2
HAUT-RHIN	18,9

3.2. Joly

Eva Joly n'a pas réussi son pari. En désignant une candidate de la « société civile » et en l'appuyant sur la dynamique d'une nouvelle structure (EE-LV), les écologistes pensaient marquer la campagne électorale comme ils n'avaient jamais su le faire jusqu'alors. Mais ils ont sous-estimé les caractéristiques de l'élection présidentielle. En mettant l'accent sur les législatives suivantes et en faisant le choix d'un accord électoral a minima avec le PS, ils ont brouillé leur image. D'un côté, un parti comme les autres, force d'appoint pour des majorités dominées par les socialistes ; de l'autre côté une candidate, plutôt portée par la gauche des Verts et oscillant entre le discours écologiste et l'affirmation d'une radicalité cette fois bien monopolisée par la dynamique Mélenchon. En 2002, Noël Mamère avait su incarner une certaine radicalité positive ; en 2007, Dominique Voynet n'avait pas pu promouvoir efficacement une voie écologiste indépendante et audible. Au final, malgré une campagne honnête et courageuse, Eva Joly ne mord ni sur les couches à la recherche de novation, ni sur les franges radicales ; elle se trouve ainsi plus près de 2007 que de 2002.

Joly %	
Bretagne	2,9
Rhône-Alpes	2,9
Alsace	2,7
Ile de France	2,7
Midi-Pyrénées	2,6
Pays de la Loire	2,5
Aquitaine	2,4
Corse	2,3
Languedoc-Roussillon	2,3
France métropolitaine	2,3
PACA	2,2
Franche-Comté	2,2
Poitou-Charentes	2,1
Basse-Normandie	2,0
Auvergne	1,9
Centre	1,8
Bourgogne	1,8
Lorraine	1,7
Limousin	1,6
Haute-Normandie	1,6
Nord-Pas-de-Calais	1,5
Champagne-Ardenne	1,4
Picardie	1,3

Joly par département (les dix premiers et les dix derniers)	
VILLE-DE-PARIS	4,2
HAUTES-ALPES	3,6
HAUTE-SAVOIE	3,6
SAVOIE	3,4
ILLE-ET-VILAINE	3,2
LOIRE-ATLANTIQUE	3,2
HAUTE-GARONNE	3,0
ISERE	3,0
FINISTERE	3,0
ALPES-DE-HTE-PROVENCE	2,9
OISE	1,5
MARNE	1,5
INDRE	1,5
AUBE	1,4
CORREZE	1,4
HAUTE-MARNE	1,4
SOMME	1,2
ARDENNES	1,2
PAS-DE-CALAIS	1,2
AISNE	1,2

4. Le vote Mélenchon

Paradoxalement, alors que le résultat de Jean-Luc Mélenchon apparaît comme exceptionnel et prometteur, il a été vécu comme une déception par bien des militants et des observateurs.

Depuis Georges Marchais en 1981, aucun candidat à la gauche du PS n'avait obtenu le mythique « score à deux chiffres ». Mélenchon, cette fois, le dépasse sensiblement. Ce n'est rien de rappeler, bien sûr, que le candidat du Front de gauche a fait exploser les niveaux très bas du score communiste de 2002 et de 2007. Mais il n'est pas anodin de relever qu'il est sensiblement au-dessus (+ 3,7 %) du total des voix du PCF et de l'extrême gauche en 2007. Sans doute reste-t-il encore au-dessous du même total enregistré en 2002 (- 2,8 %) et en 1995 (- 2,8 %). Or même ces deux derniers points de repère sont plutôt encourageants pour le Front de gauche : en 1995, le PCF – alors représenté par Robert Hue – n'avait pas dépassé le seuil de 8,6 % ; en 2002, les candidats issus du trotskisme avaient dépassé de peu la barre des 10 %, mais en ordre dispersé. Cette fois, le score de la gauche d'alternative (13,1 %) est en presque totalité concentré sur le score du fondateur du Front de Gauche. La gauche de gauche a donc connu une longue période où son niveau électoral était élevé et bien regroupé sur le vote communiste (1936-1978), puis une période de vote relativement élevé mais de plus en plus dispersé (1978-2002) et, enfin, un moment à la fois d'extrême dispersion et de recul global (2002). Le vote de dimanche annonce la possibilité d'un vote à nouveau concentré et renforcé.

Au fond, la déception relative d'un soir ne devrait pas conduire à sous-estimer deux données, peut-être oubliées dans l'enthousiasme d'une fin de campagne débridée : ce n'est pas la première fois que s'observe, à la gauche de la gauche, le décalage entre la densité militante et la dynamique électorale (Georges Marchais en avait été déjà victime en 1981) ; ce n'est pas d'un claquement de doigt que l'on surmonte les lourds handicaps des retards accumulés sur quelques décennies.

La campagne de 2012 aura simplement permis de remettre quelques idées simples au cœur du débat public. Et tout d'abord celle qui postule qu'une démarche combinant radicalité et souci d'efficacité, désir de rupture et sens de la majorité nécessaire, n'est pas en France vouée à la marginalité. Ensuite, celle qui se persuade que pour agir au cœur de la gauche et non sur ses marges, la gauche bien à gauche doit être rassemblée, dans la pluralité la plus vaste de ses pratiques, de ses cultures, de ses sensibilités et de ses générations. *A contrario*, le camouflet du NPA et de LO confirme, comme il l'avait fait en 2007 pour l'ensemble de la gauche alternative, que la division et l'étroitesse sont mortifères.

D'ores et déjà, la dynamique militante du Front de gauche, appuyé sur le talent incontesté, la chaleur et la sincérité du candidat Jean-Luc Mélenchon, a marqué toute une campagne de son empreinte et, en partie du moins, de ses résultats. Si l'on veut que l'essai de 2012 soit transformé dans les échéances suivantes, il ne faut donc surtout pas revenir en arrière. Si une exigence doit se faire sentir, c'est celle qui affirme tranquillement qu'il faut poursuivre dans la voie du Front de gauche. Mais vouloir poursuivre n'est pas incompatible avec l'envie de faire évoluer, et s'il le faut de transformer l'outil. Le succès et la relative déception

peuvent alors être des ferments utiles, encourageant à repérer ce qui freine encore l'expansion du Front et, au contraire, à valoriser ce qui lui a permis d'engranger de premiers résultats.

Mélenchon %	
Midi-Pyrénées	13,2
Languedoc-Roussillon	13,2
Limousin	12,8
Auvergne	12,8
Haute-Normandie	12,3
Nord-Pas-de-Calais	12,2
Aquitaine	12,1
Ile de France	11,8
PACA	11,2
Rhône-Alpes	11,2
Franche-Comté	11,1
Bretagne	11,0
France métropolitaine	11,3
Poitou-Charentes	10,7
Centre	10,5
Picardie	10,4
Bourgogne	10,4
Lorraine	10,2
Pays de la Loire	10,1
Basse-Normandie	10,0
Corse	9,9
Champagne-Ardenne	8,6
Alsace	7,3

Mélenchon par département % (les dix premiers et les dix derniers)	
SEINE-SAINT-DENIS	17,0
ARIEGE	16,9
HAUTES-PYRENEES	15,2
ALPES-DE-HTE-PROVENCE	15,1
LOT	14,4
HAUTE-VIENNE	14,4
ARDECHE	14,1
HAUTES-ALPES	14,0
VAL-DE-MARNE	14,0
PUY-DE-DOME	14,0
ORNE	8,9
HAUTE-MARNE	8,9
MEUSE	8,8
MARNE	8,5
ALPES-MARITIMES	8,5
VENDEE	8,5
MAYENNE	8,3
AUBE	7,9
HAUT-RHIN	7,4
BAS-RHIN	7,2

La répartition territoriale du vote Mélenchon est en tout cas bien équilibrée : 12 régions et 44 départements au-dessus de la moyenne nationale, pour une fourchette plutôt resserrée (entre 17 % en Seine-Saint-Denis et 7,2 % dans le Bas-Rhin). Alors que la rétraction du vote communiste après 1978 s'était accompagnée de sa dénationalisation, la distribution du vote Mélenchon en fait d'emblée un phénomène national, sans zone de dangereuse marginalisation.

La ventilation départementale et les calculs d'évolution par rapport au vote communiste d'hier et au total PC-extrême gauche suggère que la carte du Front de gauche juxtapose deux composantes prometteuses : celle de l'espace électoral traditionnel du communisme français (l'Ile-de-France, le Nord-Pas-de-Calais, les contreforts du Massif central, le littoral méditerranéen) et celle des terres historiques de la gauche non-communiste, dans le Sud-Ouest, dans l'Ouest ou dans les Alpes. Cette juxtaposition confirme que le pari d'une gauche de gauche capable de disputer au socialisme l'hégémonie intellectuelle et morale n'a rien d'une utopie sans fondement. Encore ne faut-il sous-estimer ni l'importance des acquis de trois années expérimentation, ni l'ampleur des mouvements qu'il reste à accomplir.